

Hausse des prix de l'énergie: la responsabilité de l'Union européenne

par Pierre Lévy,* Paris



Pierre Lévy. (Photo <https://ruptures-presse.fr>)

Les prix de l'énergie en Europe grimpent en flèche. Outre la guerre en Iran et les conséquences du conflit ukrainien, l'UE y contribue également: sa politique de sanctions, son soutien à Kiev et les règles du marché européen de l'électricité aggravent encore la situation.

Presque partout en Europe, les prix de l'énergie montent en flèche. Le gaz, puis l'électricité, sans oublier bien sûr le pétrole brut et les produits raffinés qui en sont issus: toutes ces hausses ont un impact sur le pouvoir d'achat des ménages, ce qui se ressent particulièrement au moment de faire le plein, une opération qui devient de plus en plus pénible pour tous ceux qui ne peuvent pas se passer de leur voiture.

Cela a bien sûr des conséquences pour les entreprises, qui répercutent sur leurs prix la hausse des coûts à laquelle elles sont confrontées – ce qui a souvent des répercussions dramatiques pour les plus petites d'entre elles.

Ce phénomène s'étend ainsi progressivement à un grand nombre de secteurs économiques: le transport routier de marchandises, le bâtiment et les travaux publics, ainsi que l'industrie en général – d'autant plus que, dans ce dernier cas, les hydrocarbures entrent également dans la production en tant que matières premières (chimie, plastiques, emballages ...). L'agriculture est également en première ligne face à ces conséquences.

Tout cela vaut en particulier pour la France, où les marins pêcheurs ont été les premiers à manifester. Plus généralement, le gouvernement redoute, sans le dire, une nouvelle explosion de co-



Ce n'est pas la fermeture du détroit d'Ormuz qui étrangle l'Europe, mais la désastreuse politique énergétique de l'UE.
(Photo mad)

lère, telle que celle des Gilets jaunes en 2018, même si les mouvements sociaux sont en réalité imprévisibles. Il promet des «aides ciblées» en faveur de ceux qui sont les plus dépendants de leur véhicule pour leur travail.

En outre, la crise sociale et économique en France s'inscrit dans un contexte de crise politique: depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en 2024, le gouvernement ne dispose plus d'une majorité et a donc du mal à faire adopter ses projets.

Personne ne sait donc comment le projet de budget pour 2027 pourra être adopté, d'autant plus que le Premier ministre, sous la pression de Bruxelles, a annoncé des coupes dans les dépenses publiques à hauteur de 54 milliards d'euros. Et la perspective des élections présidentielles des mois d'avril et mai prochains paralyse définitivement l'exécutif.

L'explosion des prix de l'énergie est due à de multiples causes, dont plusieurs sont liées aux règles et principes de l'Union européenne. Toutes relèvent en tout cas de décisions politiques qu'ont prises des dirigeants occidentaux.

Il faut d'abord rappeler que le nouvel envol des prix de l'énergie survient dans un contexte où ces derniers étaient déjà particulièrement élevés. Et ce notamment depuis 2022, date du début de la guerre en Ukraine.

A noter que ce n'est pas la guerre elle-même qui a fait grimper les prix, mais bien la décision des Vingt-sept de cesser les approvisionnements en provenance de Russie. Au motif qu'il

* Pierre Lévy, né en 1958 à Paris, est un journaliste français. Il a été rédacteur au quotidien *L'Humanité* de 1996 à 2001 et ancien syndicaliste de la CGT-Métallurgie. Il est devenu rédacteur en chef du mensuel *Bastille-République-Nations*, qui s'intitule désormais *Ruptures*.

convenait de «ne pas financer l'agression décidée par le Kremlin» (voire, espérait le ministre français de l'économie de l'époque, de «mettre à genoux l'économie russe»), c'est bien Bruxelles, et non Moscou, qui a décidé d'interrompre les livraisons de pétrole, de charbon, puis de gaz (même si un flux résiduel persiste).

La cause la plus immédiate est la guerre déclenchée le 28 février dernier par Washington et Tel-Aviv contre l'Iran.

Cependant, la cause la plus immédiate de la crise énergétique actuelle est évidemment la guerre déclenchée le 28 février dernier par le président américain et le premier ministre israélien contre l'Iran. Alors que Washington et Tel-Aviv pensaient vaincre et soumettre promptement ce pays à travers cette «petite excursion» (selon les termes de Donald Trump), c'est le contraire qui s'est produit.

Téhéran a contre-attaqué en visant ses voisins du Golfe, producteurs de pétrole et de gaz, ainsi qu'en bloquant le détroit d'Ormuz par où transitait un cinquième des ventes mondiales d'hydrocarbures, déclenchant un déséquilibre majeur. Les Etats-Unis, impuissants à éliminer ce garrot, ont répliqué en instaurant leur propre blocage contre les navires iraniens.

Un accord entre les deux parties censé libérer la circulation maritime avait été signé en juin, mais a vite volé en éclats. Et ces dernières semaines, les rebelles yéménites du groupe Ansar Allah – les houthistes alliés à l'Iran – ont refait un fracassant retour en scène en s'assurant le contrôle d'un autre détroit stratégique, celui de Bab-el-Mandeb. Pour l'Arabie saoudite, visée, cela représente un coup particulièrement dur puisque ce passage représentait une voie alternative pour ses exportations de brut.

Du reste, les rebelles yéménites ont également visé l'oléoduc qui constituait le premier segment de cette alternative, et qui a dû être fermé par Riyad. Conséquence: le deuxième producteur mondial de pétrole ne peut plus assurer la fonction qui lui était implicitement attribuée: jouer le rôle de fournisseur mondial de dernier recours. Il n'en fallait pas plus pour semer la panique sur le prix du baril.

En aidant le président *Zelensky* à bombarder les installations pétrolières russes, l'UE aggrave encore l'envolée des prix.

Mais ce n'est pas tout: l'UE porte une part de responsabilité. Elle est en effet devenue le principal donateur de moyens financiers, ainsi que

d'armements et munitions, en faveur de Kiev. 90 milliards d'euros ont ainsi été promis par Bruxelles au président ukrainien sur les deux prochaines années.

Or l'aide ainsi généreusement fournie inclut notamment le financement des moyens aériens que les militaires ukrainiens utilisent pour frapper la Russie, tout particulièrement ses dépôts pétroliers et ses raffineries. Kiev provoque ainsi des pénuries de carburant chez son voisin, donc des restrictions et de longues files d'attente pour les automobilistes russes.

La réaction du gouvernement de ce pays était prévisible: donner la priorité à l'approvisionnement intérieur au détriment des quantités de carburant précédemment exportées. L'exportation de gazole a ainsi été suspendue. Avec pour conséquence des tensions supplémentaires sur le commerce mondial des hydrocarbures. Bref, en aidant le président Zelensky à bombarder les installations russes – aux frais des contribuables européens – l'UE aggrave encore l'envolée des prix.

Ce facteur est particulièrement critique en France, où près des trois quarts des raffineries ont été fermées depuis quelques décennies. Les pétroliers avaient en effet estimé que les importations de produits raffinés – qui représentent désormais 50% des besoins nationaux en gazole, par exemple – étaient plus rentables que le raffinage sur place du pétrole brut.

Du fait d'un mécanisme européen, le prix du gaz – en hausse mondiale – «contamine» le prix de l'électricité

La responsabilité de l'Union européenne ne s'arrête pas là. En effet, si l'on comprend bien que des causes géostratégiques tirent les prix du gaz et du pétrole vers le haut, qu'en est-il de l'électricité? En France par exemple, l'essentiel de cette dernière est d'origine nucléaire, c'est-à-dire fournie par des centrales sur le territoire national. Le reste – les renouvelables, dont l'énergie hydraulique – est également produit localement. Les prix devraient donc être protégés des soubresauts extérieurs.

Il n'en est rien: le système européen de formation des prix du courant impose que celui-ci obéisse à la logique dite du «coût marginal». Du fait d'un mécanisme complexe, cela signifie que, la plupart du temps, le prix de l'électricité doit s'aligner sur le coût de production d'une centrale au gaz. C'est donc le prix – en hausse mondiale – de cette dernière énergie qui «contamine» le prix de l'électricité ...

Par ailleurs, l'UE limite strictement le droit pour un Etat membre de diminuer ses taux de TVA nationaux. De ce fait, un gouvernement qui souhaiterait soulager ses automobilistes en abaissant la TVA sur les carburants au taux minimum (ou en la supprimant) en serait empêché par Bruxelles.

En bref: l'intégration européenne est censée protéger «ses citoyens» (y compris contre les caprices de l'Oncle Sam). La crise énergétique actuelle en est un contre-exemple flagrant.

Source: <https://de-rt.com/meinung/292687-anstieg-energiepreise-verantwortung-eu>, 24 septembre 2026

(Traduction «Point de vue Suisse»)